

O... comme *Out of Africa*

M'bolo ani', oh !

De 1998 à 2000, j'ai eu la possibilité de remplir mes « obligations militaires » en enseignant au Gabon, pays grand comme la moitié de la France et peuplé, officiellement du moins, d'un peu plus d'un million d'habitants. Dans le cadre de la « *Coopération* » (mais ce terme à une signification sensiblement différente de celle retenue dans le mouvement Freinet...) j'ai été affecté dans une école publique gabonaise « conventionnée » payante. Devant mon étonnement de ne pas être dans la même école que les instituteurs gabonais, le directeur de mon établissement me répondit : « *Tu n'accepterais pas d'enseigner dans ces conditions* ». Quelque peu dubitatif, j'ai aussitôt fait en sorte de visiter une école *réellement* publique... Aïe !

Dès la première salle de classe que j'ai vue, un CP2 (le CP se faisant en deux ans), les murs (nus) étaient couverts de grands arcs de cercle noirs, à environ 80 cm du sol. Devant mon interrogation, la réponse de mon guide fut laconique : « *Nous n'avons pas de taille-crayons.* » Dans la classe de CM1, le tableau indiquait 82 inscrits, dont 46 redoublants (certains enfants parviennent à septupler leur classe). Dans les villages reculés, le nombre d'enfants dans une classe dépasse souvent la centaine.

Tous les élèves ne pouvant être accueillis simultanément, même à 3 ou 4 par « pupitre-de-deux », chaque classe est divisée entre ceux qui suivent les cours le matin et ceux qui viennent l'après-midi. De rares manuels sous clef, pas de papier. Les seuls cahiers sont habituellement ceux offerts par une boisson gazeuse dont il faut secouer la pulpe (à grand renfort de publicité sur la couverture, bien entendu). Là, en période pré-électorale présidentielle (El Hadj Omar Bongo est réélu régulièrement depuis 38 ans, après rapatriement des urnes au ministère de l'Intérieur pour décompte²), plusieurs milliers de cahiers à l'effigie du président accompagnés de la maxime « *Priorité à l'éducation* » avaient été envoyés dans les écoles. Étant donné le peu de

moyens dont ces dernières disposent (deux boîtes de craie par enseignant et par an, point-barre), aucun instituteur n'aurait pu envisager de refuser une telle manne.

En l'absence de photocopieuse, les instituteurs des petites classes copient l'intégralité des exercices sur chaque cahier avant de les distribuer aux élèves, qui attendent, bras croisés, que ce soit fini. Ceux qui ont du mal à patienter en silence reçoivent des coups de « chicotte » (bâton ou lanière contondants). Le port de l'uniforme, différent pour chaque établissement, permet d'éviter les tentatives d'école buissonnière : les couleurs fluo se repèrent de loin... À la fin de leur journée de classe, les enfants les plus « favorisés » se voient confiés par leurs parents à des « répétiteurs » qui, comme leur nom l'indique, répètent et font répéter (avec les mêmes méthodes) ce qui a été vu au cours de la journée. Ah, il est loin le conflit socio-cognitif enseigné à l'IUFM français...

Il faut avoir beaucoup de courage pour enseigner (avec un salaire de misère) ou faire des études au Gabon. D'autant plus que les conditions d'organisation du baccalauréat local ne sont pas sans rappeler celles des élections... Pour ma part, après m'être dit que mon directeur avait sans doute raison quand il m'avait répondu au sujet des conditions de travail, j'ai pu apprécier ma chance de n'avoir *que* 36 élèves dans ma classe (et depuis, de retour à Lyon, j'ai beaucoup de mal à considérer que « 28 élèves, c'est du sureffectif inacceptable »...) Deux années très formatrices (« *Des serpents venimeux arrivent dans votre classe, qu'en faites-vous ?* ») sauf du point de vue pédagogique : le fait de se refuser à frapper les élèves constituant en soi une quasi-innovation, l'atmosphère générale ne poussait pas vraiment à s'interroger plus avant...

Bruce Demaugé-Bost

1 « Bonjour à tous » en fang.

2 À ce sujet, la prochaine fois que vous entendrez témoigner des « observateurs internationaux », hum...